



Lundi 2 mars 2026

À bas la sale guerre de Trump et Netanyahu contre l'Iran !

Les gouvernements américain et israélien ont déclenché une nouvelle guerre au Moyen-Orient, en lançant des bombardements massifs sur l'ensemble du territoire iranien. Ceux-ci ont fait déjà plus de 500 morts et 750 blessés. En riposte, le régime iranien vise Israël, y faisant aussi des victimes, cible des bases militaires américaines au Bahreïn ou aux Émirats arabes unis, et annonce fermer le détroit d'Ormuz, crucial au commerce du pétrole. Ce périlleux engrenage est produit par la volonté des grandes puissances capitalistes de mettre l'Iran sous leur contrôle, comme tous les autres régimes de la région désormais.

Un dictateur est mort... mais la dictature est toujours vivante

Peu d'Iraniens, sans doute, ont pleuré Khamenei, eux qui criaient « Mort au dictateur ! » par centaines de milliers en janvier. Mais nul ne doit oublier que les impérialistes ont négocié pendant des années, et jusqu'à ces derniers jours, avec son régime sanguinaire. Et, surtout, qui peut avoir confiance dans les bombes américaines et israéliennes pour aider un peuple à s'émanciper ?

Un sanglant marchandage

L'objectif de Trump et du boucher de Gaza Netanyahu, en décapitant le régime iranien, n'est pas de permettre aux travailleurs et à la jeunesse d'Iran de disposer de leur destin. Ils se sont contentés d'assister au massacre de dizaines de milliers de manifestants et à l'incarcération de 50 000 autres lors de la répression des récentes révoltes. Trump est tout à fait prêt à conserver les bouchers des « gardiens de la révolution », auxquels il a promis l'immunité s'ils déposaient les armes. Quant à Macron et aux autres dirigeants européens, ils craignent surtout de perdre du terrain au Moyen-Orient et ont osé proposer de participer aux bombardements contre l'Iran !

Sous les bombes, la colère couve toujours

Le tapis de bombe vise au moins autant à terroriser les Iraniens et, bien au-delà, tous les peuples de la région, qu'à faire tomber les têtes du régime. Mais la colère couve toujours en Iran, malgré la répression, malgré les bombes, et c'est là que l'espoir réside, dans un embrasement populaire dirigé contre les mollahs et ceux qui rêvent de mettre en place une nouvelle dictature du fric !

Non à l'agression américaine ! Solidarité avec les travailleurs et les travailleuses d'Iran !

Aux élections municipales : votez pour les listes ouvrières et révolutionnaires !

Le NPA-Révolutionnaires présente des listes constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, à l'image de la classe ouvrière.

Voter pour ces listes « ouvrières et révolutionnaires », c'est affirmer sa révolte face à la brutalité du capitalisme, exprimer son rejet des amis de Macron et de tous ceux qui rêvent d'être à leur place. C'est dire qu'il faut s'organiser pour combattre le capitalisme, pour faire face au péril de l'extrême droite, aux poussées militaristes et guerrières, sans rien attendre des partis de gauche qui se disputent la gestion des affaires de la bourgeoisie. Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Même si aucun bulletin de vote ne changera notre sort, il peut servir à exprimer notre colère. Dans ces élections, nous défendons l'urgence pour le monde du travail de lutter pour :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes ;
- aucun salaire, aucune pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé ;
- la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote pour tous à toutes les élections, la liberté de circulation et d'installation.

Dans les villes où il n'est pas présent mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R appelle à voter pour celle-ci.

On ne veut pas de vos cacahuètes

Il y a deux semaines, on était 200 agents de la RATP devant le siège à Bercy pour exprimer notre colère contre la direction et sa proposition de nous « augmenter » d'1€ à 2€ par mois. On doit saisir chaque occasion pour nous retrouver et nous organiser, car c'est par la grève qu'on pourra obtenir de vraies augmentations de salaires. Alors, rendez-vous le 10 mars en grève à 13h à Val de Fontenay.

Des réunions de la direction en pleine rue ?

Dans les ateliers bus, on est quotidiennement exposé aux gaz d'échappements. Pour protéger notre santé, il faut mettre les moyens, notamment en réaménageant les ateliers. Mais la direction traîne pour lancer les travaux. En attendant, elle nous demande de sortir les bus du dépôt pour certaines opérations de maintenance qui nécessitent de faire tourner le moteur. Bosser dans la rue, encore une consigne intenable. Bizarrement ils n'ont pas eu l'idée de faire leurs réunions en pleine rue...

8 mars : journée de lutte

Comme tous les ans, la direction risque de confondre la journée de lutte internationale des droits des femmes avec la « fête des femmes ». Quel cadeau l'entreprise va-t-elle nous sortir cette fois-ci ? À la SNCF, la direction avait eu le culot il y a quelques années d'offrir des pisses debout aux conductrices de train ! En réalité, cette année encore notre préoccupation va bien être celle d'une manifestation sur le thème de l'internationalisme et de la lutte contre l'extrême droite. Rendez-vous le 8 mars à 14h à Stalingrad !

Ouverture à la concurrence : ce n'est qu'un au revoir

Nos collègues des dépôts de Fontenay, Massy, Morangis et Le Mesnil Amelot ont été transférés dans des filiales le 1er mars. Nos entreprises seront différentes, mais nos intérêts restent les mêmes. Contre la politique de division des travailleurs par les patrons du transport, à nous de maintenir et consolider nos liens pour les luttes de demain !

Nouvelles tenues de travail, mais pas sur temps de travail !

Dans certains dépôts comme à Ivry, les essayages pour la nouvelle tenue IDFM sont organisés par la direction sur le temps personnel des agents. Le transfert est contraint et forcé, mais pas le travail gratuit ! On n'ira pas !

Ouverture à la concurrence : mieux voter ou s'organiser ?

On entend la gauche critiquer l'ouverture à la concurrence à la RATP et appeler à « mieux voter » aux élections. Mais elle mène quasiment la même politique que la droite quand elle est aux affaires ! À Lyon, c'est une mairie écolo soutenue par le PC et le PS qui a divisé le réseau de transport et organisé les transferts. Pour faire face aux attaques à venir, on doit compter sur notre organisation et sur nos luttes !

À gauche, une gratuité des transports au rabais

À l'occasion des élections municipales à Paris, la gauche (PS-Ecolo-PCF) promet des bus gratuits pour les habitants de la capitale. Tant pis pour tous ceux qui habitent en banlieue ou qui utilisent d'autres moyens de transports collectifs ! Les transports en commun doivent être gratuits pour tous ! Et financés par le patronat, pas par des coupes dans d'autres services utiles à la population.

Ces mesures, on les imposera par nos luttes. Pour exprimer cette perspective, votons le 15 mars aux élections municipales pour des listes ouvrières et révolutionnaires.

Victoire au technicentre SNCF des Ardoines (94)

La direction a tenté d'imposer une 5ème nuit aux agents. La réponse des travailleurs ? Une grève de 3 jours, sans D2I, alors qu'ils sont censés se déclarer grévistes 48h à l'avance. Les menaces de la direction n'ont pas arrêté les travailleurs qui se sont rassemblés en Assemblée Générale pour gérer leur grève. La direction du Technicentre a dû faire avec... Et les dirigeants syndicaux aussi ! Résultat +60€ pour la nuit supplémentaire et +20% sur la prime travail. Et aucune sanction pour la grève sans D2I. Bravo à eux !

Travailleurs du transports, pas flics !

Le gouvernement autorise les agents de sûreté SNCF et RATP à être équipés de tasers. Avec l'argument que ces armes seraient « une réponse proportionnée » face aux violences. Mais n'oublions pas qu'en 2024, les forces de l'ordre ont tué en faisant l'usage de taser.

Transformer les agents de contrôle en flics ne va pas apaiser les relations dans les transports. Par contre, la gratuité et des embauches pour améliorer le service aux usagers et les conditions de travail des agents seraient un premier pas dans ce sens.